

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de septembre 1997

Excédent budgétaire de 2,0 milliards de dollars en septembre 1997

Un excédent de 2,0 milliards de dollars a été enregistré en septembre 1997, soit une amélioration nette de 0,6 milliard par rapport au surplus de 1,3 milliard réalisé en septembre 1996. Les recettes budgétaires ont grimpé de 0,3 milliard (2,5 p. 100), tandis que les dépenses de programmes ont régressé de 0,3 milliard (4,2 p. 100). Les frais de la dette publique ont enregistré une légère hausse.

L'augmentation des recettes budgétaires est principalement attribuable aux rentrées d'impôt des sociétés, qui ont grimpé de 0,3 milliard de dollars, situation reflétant la vigueur soutenue des bénéficiaires des sociétés. On a enregistré une hausse de 0,1 milliard de dollars des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, surtout en raison de l'accroissement des acomptes provisionnels. La baisse des rentrées de taxe sur les produits et services découle en large part des remboursements anormalement faibles déclarés en septembre 1996. Les cotisations d'assurance-emploi ont également été inférieures au niveau de l'an dernier, en raison de l'incidence des nouvelles exigences en matière de versement qui sont entrées en vigueur en janvier 1997.

La réduction des dépenses de programmes est la conséquence des mesures prises dans les budgets antérieurs. Des dépenses moins élevées ont été signalées dans toutes les grandes composantes, à l'exception des transferts aux personnes et des dépenses de sociétés d'État. Dans le premier cas, les prestations d'assurance-emploi ont été majorées, les dépenses supérieures affectées aux programmes de formation ayant plus que compensé la baisse des prestations ordinaires. L'augmentation des dépenses des sociétés d'État est attribuable à des facteurs chronologiques. La légère hausse des frais de la dette publique découle des redressements cumulatifs relatifs à des périodes antérieures.

Baisse du déficit de 8,7 milliards de dollars d'avril à septembre 1997

Au cours des six premiers mois de l'exercice 1997-98, le gouvernement fédéral a affiché un excédent de 1,7 milliard de dollars, soit une amélioration de 8,7 milliards par rapport à la même période l'an dernier. Cette amélioration d'une année sur l'autre est en grande part attribuable à la vigueur croissante de l'économie et à l'effet des mesures des budgets précédents. Les recettes budgétaires ont grimpé de 5,5 milliards de dollars (8,6 p. 100), les dépenses de programmes ont chuté de 2,3 milliards (4,7 p. 100), tandis que les frais de la dette publique ont baissé de 0,9 milliard (4,0 p. 100).

Excédent financier

L'excédent budgétaire de 1,7 milliard de dollars et une ressource nette provenant d'opérations non budgétaires de 1,4 milliard ont donné lieu à un excédent financier de 3,1 milliards, compte non tenu des opérations de change, comparativement à des besoins nets de 4,3 milliards enregistrés à la même période l'an dernier. Les opérations de change ont procuré au gouvernement une ressource nette de 3,3 milliards de dollars d'avril à septembre 1997, contre une source nette de 0,3 milliard au cours du premier semestre de 1996-97. Il en a résulté un excédent financier total de 6,4 milliards à ce jour, comparativement à des besoins nets de 3,9 milliards pour la même période l'an dernier. Au cours des six premiers mois de 1997-98, 13,0 milliards de dollars de créances négociables ont été remboursées.

Dans *La Mise à jour économique et financière* du 15 octobre 1997, le gouvernement a indiqué qu'il équilibrerait le budget au plus tard en 1998-99. Cependant, la prudence est de mise lorsque l'on extrapole les résultats mensuels afin d'évaluer le résultat éventuel pour l'année dans son ensemble. L'amélioration observée jusqu'ici est attribuable en partie à des facteurs spéciaux – par exemple, l'amélioration réalisée pour l'année, à ce jour, au chapitre des cotisations d'assurance-emploi, sera inversée avant la fin de l'année civile, si bien qu'elle n'aura pas d'incidence sur les résultats budgétaires de l'exercice dans son ensemble – ou à des facteurs ponctuels (par exemple, la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers constatée découle en partie des montants supérieurs d'impôt versés sur production de la déclaration de revenus à l'égard de l'année d'imposition 1996).



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Septembre		Avril à septembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 176	13 505	64 574	70 104
Dépenses de programmes	-8 213	-7 865	-48 815	-46 518
Excédent de fonctionnement	4 963	5 640	15 759	23 586
Frais de la dette publique	-3 635	-3 681	-22 763	-21 845
Déficit ou excédent	1 328	1 959	-7 004	1 741
Opérations non budgétaires	1 030	-303	2 754	1 403
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	2 358	1 656	-4 250	3 144
Opérations de change	-791	-585	330	3 288
Total des besoins financiers ou excédent	1 567	1 071	-3 920	6 432
Opérations de la dette non échue	-1 578	-1 991	-400	-13 019

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Augmentation des recettes budgétaires d'avril à septembre

Pendant la période d'avril à septembre 1997, les recettes budgétaires d'une année sur l'autre ont grimpé de 5,5 milliards de dollars ou de 8,6 p. 100. De cette augmentation, 1,2 milliard sont le résultat de la rentrée accélérée des recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi, hausse qui sera annulée dans le second semestre de l'année, le reste découlant de la vigueur soutenue de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont connu une augmentation de 2,2 milliards de dollars (6,8 p. 100), résultat des montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration et d'acomptes provisionnels trimestriels, se rapportant à l'année d'imposition 1996, et d'une hausse des retenues à la source sur le revenu d'emploi correspondant à la forte croissance de l'emploi cette année.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 1,7 milliard de dollars (28,3 p. 100) à cause de l'augmentation des bénéfices des sociétés, par suite du raffermissement de l'économie.
- Les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont grimpé de 1,2 milliard de dollars (12,8 p. 100). Cette augmentation est le résultat de facteurs chronologiques; elle sera annulée au cours du second semestre de l'année civile, n'ayant ainsi aucun effet sur le déficit de 1997-98.

Le solde budgétaire de 1996-97 et de 1997-98

Une année sur l'autre
en milliards de dollars

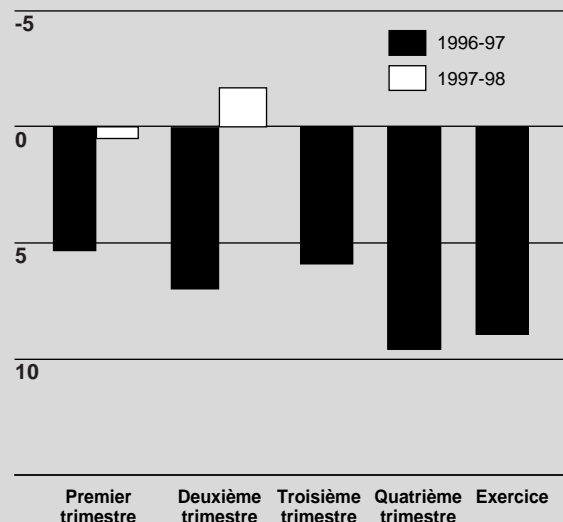


Tableau 2

Recettes budgétaires

	Septembre		Avril à septembre		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation
(millions de dollars)					
(%)					
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	6 866	6 953	32 443	34 639	6,8
Impôt des sociétés	1 059	1 384	6 096	7 822	28,3
Autres	187	198	1 081	1 191	10,2
Total des impôts sur le revenu	8 112	8 535	39 620	43 652	10,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 616	1 538	9 387	10 593	12,8
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 982	1 873	7 423	7 904	6,5
Droits de douane à l'importation	240	262	1 145	1 061	-7,3
Autres taxes et droits d'accise	753	808	3 954	4 059	2,7
Total des taxes et des droits d'accise	2 975	2 943	12 522	13 024	4,0
Total des recettes fiscales	12 703	13 016	61 529	67 269	9,3
Recettes non fiscales	473	489	3 045	2 835	-6,9
Total des recettes budgétaires	13 176	13 505	64 574	70 104	8,6

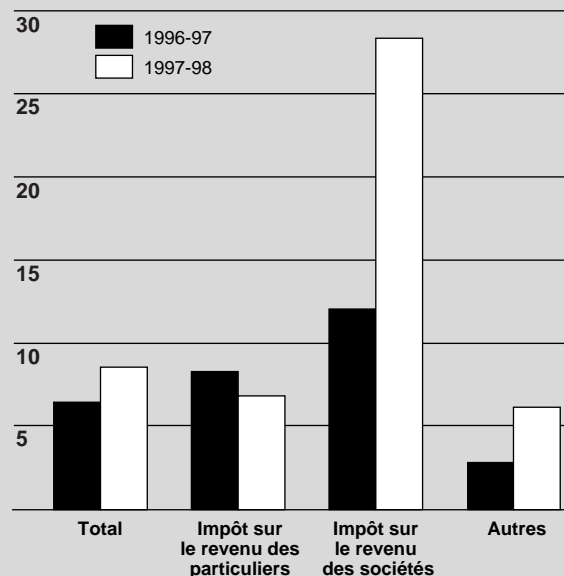
En janvier 1997, des changements ont été apportés à l'assiette sur laquelle les cotisations sont prélevées, le maximum des gains hebdomadaires assurables ayant été remplacé par le maximum des gains annuels assurables. Par conséquent, les cotisations qui devaient être versées pour les quatre derniers mois de l'année civile l'ont été au cours des huit premiers mois. Ce changement est toutefois sans effet sur le montant versé par la plupart des employés et des employeurs pour l'année civile dans son ensemble. Cependant, les personnes qui touchent des gains supérieurs au maximum des gains annuels assurables acquitteront une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile et moins, à la fin.

- Les rentrées nettes de taxe sur les produits et services ont grimpé de 0,5 milliard de dollars (6,5 p. 100), en raison de la croissance soutenue de la demande de consommation.
- La baisse de 0,1 milliard de dollars (7,3 p. 100) des droits de douane à l'importation est imputable en large part à l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,7 p. 100) sous l'effet principalement des plus grandes rentrées de taxe sur l'énergie.
- Les recettes non fiscales, composées de revenus de placements et d'autres recettes non fiscales telles que les droits et le produit des ventes entre autres, ont diminué de 0,2 milliard de dollars (6,9 p. 100), en raison surtout de la baisse des revenus de placements sous l'effet de la réduction des taux d'intérêt.

Recettes budgétaires 1996-97 et 1997-98

Augmentation d'une année sur l'autre,
avril à septembre

variation en pourcentage



Baisse des dépenses de programmes d'avril à septembre

Les dépenses de programmes ont chuté de 2,3 milliards de dollars, ou 4,7 p. 100, pendant les six premiers mois de 1997-98, en comparaison de la même période l'an dernier. La baisse des dépenses de programmes est surtout imputable à l'effet des mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et 1995 et, dans une moindre mesure, au renforcement de l'économie.

- Les principaux transferts aux personnes ont diminué de 0,2 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant enregistré une hausse. La diminution des prestations d'assurance-emploi est en large part attribuable au versement de prestations moyennes moins élevées et à une baisse du nombre de prestataires, principalement sous l'effet des mesures de réforme et d'une baisse du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 1,9 milliard de dollars, résultat de la réduction des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait fixé à 25,1 milliards de dollars les droits en vertu du TCSPS pour 1997-98, en baisse de 1,8 milliard de dollars par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points d'impôt et de transferts en espèces. Le transfert de points d'impôt représente la valeur de la marge fiscale que réserve le gouvernement fédéral aux provinces, ce qui leur permet d'augmenter d'un montant équivalent leurs taux d'imposition sans que les contribuables ne s'en ressentent. La valeur du transfert de points d'impôt augmente donc en fonction de la croissance des assiettes fiscales applicables. Les transferts en espèces, par conséquent, représentent la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, les transferts en espèces, qui influent sur les dépenses de programmes, sont établis non seulement grâce au changement des droits, mais aussi à la croissance de la valeur des transferts de points d'impôt. Les transferts en espèces au titre du TCSPS ont diminué de 1,4 milliard de dollars pendant les six premiers mois de 1997-98, en comparaison de la même période l'an dernier; de ce montant, environ 1 milliard de dollars était attribuable à la réduction des droits et le reste était imputable à l'augmentation de la valeur du transfert de points d'impôt. Les transferts au titre de la péréquation ont chuté de 0,4 milliard de dollars. Tel qu'indiqué dans le budget de 1997, ces transferts devaient être inférieurs en 1997-98, en raison de la baisse de la croissance des recettes provinciales imputable aux réductions d'impôt dans certaines provinces, aux déplacements de population entre les provinces qui reçoivent des paiements de péréquation et celles qui n'en reçoivent pas, ainsi qu'à de fortes recettes tirées des ressources dans certaines provinces qui reçoivent des paiements de péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont baissé de 0,3 milliard de dollars. Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. À la différence de la réduction des droits accordés aux autres administrations, qui est entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et 1995 ont entraîné des réductions importantes commençant en 1995-96. En outre, les mesures de compression annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes prévu dans le budget de mars 1996 réduiront davantage les dépenses de cette composante en 1998-99. À l'opposé, la réduction des transferts en espèces au titre du TCSPS, annoncée lors du dépôt du budget de mars 1996 pour l'exercice 1998-99, n'aura pas lieu. Le gouvernement s'est engagé à augmenter les transferts en espèces de 11 à 12,5 milliards de dollars. Par conséquent, les transferts en espèces aux provinces pendant la période de 1997-98 à 2002-03 ne tomberont pas sous la barre des 12,5 milliards – soit le niveau des transferts en espèces actuellement estimé pour 1997-98. Au chapitre des dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, surtout en raison des paiements associés à la vente du Système de navigation aérienne à Nav Canada, tandis que les dépenses affectées aux sociétés d'État, à la défense, ainsi que toutes les autres dépenses ministérielles, ont été inférieures. Ces baisses sont surtout attribuables à l'effet des mesures de restriction.

Dépenses budgétaires 1996-97 et 1997-98

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à septembre

variation en pourcentage

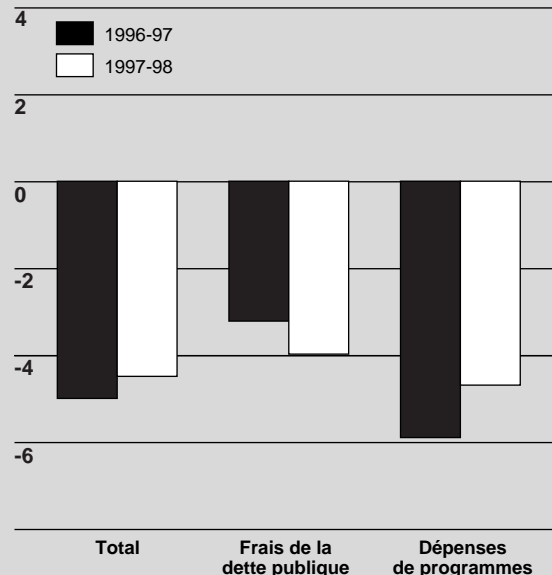


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Septembre		Avril à septembre		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation
	(millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert aux :					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 825	1 866	10 664	11 014	3,3
Prestations d'assurance-emploi	826	856	5 948	5 425	-8,8
Total	2 651	2 722	16 612	16 439	-1,0
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 254	1 012	7 524	6 107	-18,8
Transferts fiscaux	789	755	4 912	4 527	-7,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-169	-178	-1 013	-1 065	5,1
Total	1 874	1 589	11 423	9 569	-16,2
Subventions et autres transferts					
Agriculture	68	71	311	216	-30,5
Affaires étrangères	133	127	681	672	-1,3
Développement des ressources humaines	176	124	690	618	-10,4
Affaires indiennes et Nord canadien	301	312	2 009	2 129	6,0
Développement industriel et régional	72	99	573	667	16,4
Anciens combattants	113	118	676	688	1,8
Autres	259	237	1 212	1 557	28,5
Total	1 122	1 088	6 152	6 547	6,4
Total des transferts	5 647	5 399	34 187	32 555	-4,8
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	64	69	504	448	-11,1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	152	118	874	757	-13,4
Autres	72	108	566	576	1,8
Total	288	295	1 944	1 781	-8,4
Dépenses de fonctionnement et en capital					
Défense	768	759	4 123	3 905	-5,3
Toutes autres dépenses ministérielles	1 510	1 412	8 561	8 277	-3,3
Total	2 278	2 171	12 684	12 182	-4,0
Total des dépenses de programmes	8 213	7 865	48 815	46 518	-4,7
Frais de la dette publique	3 635	3 681	22 763	21 845	-4,0
Total des dépenses budgétaires	11 848	11 546	71 578	68 363	-4,5

La revue financière

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou excédent

	Septembre		Avril à septembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(millions de dollars)			
Déficit ou excédent	1 328	1 959	-7 004	1 741
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	148	249	758	389
Autres	132	-115	-383	-164
Total	16	134	375	225
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	484	425	819	825
Comptes de pension de retraite	2 562	2 686	4 283	3 568
Autres	20	30	88	-272
Total	3 066	3 141	5 190	4 121
Autres opérations	-2 052	-3 578	-2 811	-2 943
Total des opérations non budgétaires	1 030	-303	2 754	1 403
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	2 358	1 656	-4 250	3 144
Opérations de change	-791	-585	330	3 288
Total des besoins financiers ou excédent	1 567	1 071	-3 920	6 432

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	Septembre		Avril à septembre	
	1996	1997	1996-97	1997-98
	(millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	1 567	1 071	-3 920	6 432
Opérations de la dette non échue				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	950	1 012	13 578	9 850
Obligations d'épargne du Canada	-206	-195	-1 477	-1 639
Bons du Trésor	-1 700	-2 200	-13 900	-20 100
Autres	-527	-453		380
Sous total	-1 483	-1 836	-1 799	-11 509
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	113	119	790	756
Total	-1 370	-1 717	-1 009	-10 753
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	0	-716
Effets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	-208	-274	-361	-1 224
Billets du Canada	0	0	611	-326
Total	-208	-274	250	-2 266
Total des opérations de la dette non échue	-1 578	-1 991	-759	-13 019
Variation de l'encaisse	-11	-920	-4 679	-6 587

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 30 septembre

	1996	1997
	(millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	4 207	2 715
En devises	19	63
Total de l'encaisse	4 226	2 778
Dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	266 343	292 413
Bons du Trésor	152 200	115 300
Obligations d'épargne du Canada	29 951	31 855
Autres	3 837	3 848
Total partiel	452 331	443 416
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	244	202
Total	452 087	443 214
Payable en devises		
Obligations négociables	9 514	11 744
Effets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 625	7 212
Billets du Canada	921	1 795
Total	17 060	20 751
Total de la dette non échue	469 147	463 965

Baisse des frais de la dette publique d'avril à septembre

Les frais de la dette publique ont chuté de 0,9 milliard de dollars, ou 4 p. 100, d'une année sur l'autre. Cette baisse traduit la réduction des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral, ainsi que la réduction des besoins d'emprunt nets, résultat de l'amélioration de la situation budgétaire dans son ensemble.

Excédent financier d'avril à septembre

Les besoins et l'excédent financiers mesurent la différence entre les rentrées et les sorties de fonds du gouvernement fédéral. Les besoins financiers sont habituellement inférieurs au déficit budgétaire, car ils englobent également des opérations non budgétaires, qui portent sur les prêts, dotations en capital et avances, les comptes de pension des fonctionnaires, d'autres comptes à fins déterminées et divers postes de l'actif et du passif. Ces activités sont comprises dans les opérations non budgétaires. En outre, le déficit budgétaire est en large part présenté suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. Or, la conversion à la comptabilité de caisse

est également comprise dans les opérations non budgétaires. En général, les opérations non budgétaires fournissent une ressource nette au gouvernement.

D'avril à septembre 1997, les opérations non budgétaires se sont soldées par une ressource nette de 1,4 milliard de dollars, comparativement à une ressource nette de 2,8 milliards de dollars pendant la période correspondante l'an dernier. La réduction est imputable au transfert des avoirs de retraite à Nav Canada et au paiement unique spécial à la Fondation canadienne pour l'innovation.

L'excédent budgétaire de 1,7 milliard et la ressource nette de 1,4 milliard provenant des opérations non budgétaires ont donné lieu à un excédent financier, compte non tenu des opérations de change, de 3,1 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 1997-98, alors qu'à la même période l'an dernier, des besoins nets de 4,3 milliards avaient été signalés.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse et vice versa (achète des dollars

La revue financière

canadiens) quand des pressions à la baisse s'exercent. Pour les six premiers mois de 1997-1998, les opérations de change se sont traduites par une ressource nette de 3,3 milliards de dollars, comparativement à une ressource nette de 0,3 milliard de dollars à la même période l'an dernier.

Par conséquent, un excédent financier, opérations de change incluses, de 6,4 milliards de dollars a été réalisé d'avril à septembre 1997, comparativement à des besoins nets de 3,9 milliards de dollars l'an dernier.

Au cours des six premiers mois de 1997-98, le gouvernement fédéral a remboursé 13,0 milliards de dollars en créances négociables. La structure de la dette du gouvernement a également changé de manière appréciable afin de réduire davantage les risques de fluctuations imprévues des taux d'intérêt. La part de la dette détenue dans des effets à taux variables courts, principalement des bons du Trésor, a été réduite, tandis

que celle détenue dans des effets à taux longs s'est accrue. Au 30 septembre 1997, l'encaisse se chiffrait à 2,8 milliards de dollars.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1^{er} avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxes sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette, doivent, d'après la loi, être versés directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette (CSRD)

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97
	(millions de dollars)					
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733
<i>Moins :</i>						
Remboursements	11 330	12 138	14 271	17 112	18 874	19 782
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 374	18 079
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159
Produits de la liquidation des des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325	
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3
Produits pour le CSRD	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238

Source : *Comptes publics du Canada – 1997*

